

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 13/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **LUMIVER OPTIM**

31/2 rue de Luyot  
59113 SECLIN

Références : Arrêté préfectoral Complémentaire du 26/06/2019  
Code AIOT : 0007004888

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2022 dans l'établissement LUMIVER OPTIM implanté 108 avenue de la République 59113 SECLIN. L'inspection a été annoncée le 07/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre des visites pluriannuelles réalisées par la dreal en 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LUMIVER OPTIM
- 108 avenue de la République 59113 SECLIN
- Code AIOT : 0007004888
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Lumiver Optim a été créée en juillet 2002. Elle est spécialisée dans la collecte et la valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), ainsi que dans le transit de déchets spéciaux (batteries, piles, cartouches d'encre,..). Elle réalise en particulier le traitement des néons.

L'établissement est soumis à autorisation au titre des rubriques 2711-1 (installation de transit, regroupement et tri de DEEE), 2718-1 (installation de transit, regroupement et tri de déchets dangereux) et 2790-1.b (installation de traitement de déchets dangereux) de la nomenclature des

installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Il relève également de la directive IED au titre des rubriques :

- 3510 : Traitement de déchets dangereux (rubrique principale) : Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour ;
- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- **traçabilité des déchets**
- **suivi des rejets atmosphériques**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique**

L'entreprise a un projet de nouvelle activité sur son site pour le 2ème semestre 2023. Celle-ci releverait en première approche du régime de la déclaration (broyage de déchet non dangereux < 10 t/j). Conformément à l'article R.181-46-II du code de l'Environnement et conformément à la note du 20 décembre 2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement (disponible sous <https://aida.ineris.fr/reglementation/note-technique-211221-abrogeant-circulaire-11-mai-2010-relative-guide-dappreciation>) la société LUMIVER doit réaliser un porter à connaissance de son projet.

Ce porter à connaissance doit être déposé dans les meilleurs délais afin que l'inspection puisse statuer sur la substantialité de la modification et si besoin proposer à M le préfet d'autoriser cette nouvelle activité avant sa mise en exploitation.

Le porter à connaissance doit prendre en compte l'ensemble des modifications apportées sur le site par cette nouvelle activité, notamment la modification des conditions de stockage, et la modification éventuelle des scénarii d'accident et des conséquences de ceux-ci. Le porter à connaissance devra également faire le point sur les moyens d'intervention et de protection (besoin en eau, nombre et localisation extincteurs, rétention,...)

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	autosurveillance émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 26/06/2019, article 7	Sans objet
2	Etalonnage appareils de mesure	AP Complémentaire du 26/06/2019, article 7	Sans objet
3	Produits admis sur site	AP Complémentaire du 26/06/2019, article 6	Sans objet
4	exonération de traçabilité	AP Complémentaire du 26/06/2019, article 5	Sans objet
5	VLE du broyeur des tubes fluorescents	AP Complémentaire du 26/06/2019, article 8	Sans objet
6	Emissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 3.1.5	Sans objet
7	Auto surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 9.2.1.1	Sans objet
8	contrôle des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 26/05/2011, article 7.6.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La fréquence d'étalonnage de l'analyseur mercure n'est pas conforme. Au vu de la difficulté de trouver un prestataire à proximité et des délais d'indisponibilité couverts par l'analyseur portatif, l'exploitant doit déposer une demande de modification de son arrêté préfectoral. Cette demande devra démontrer qu'une fréquence tous les deux ans est suffisante et conforme aux recommandations du fournisseur du matériel. Il devra indiquer les mesures mise en place en terme de suivi pour éviter une dérive et une perte de justesse de la mesure.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : autosurveillance émissions atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2019, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, auto surv
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'autosurveillance des rejets atmosphériques de l'installation de traitement des tubes et lampes est réalisée selon les modalités suivantes :  Paramètre : Hg  Fréquence : Continu  Enregistrement : Oui</p> <p>Deux dispositifs d'autosurveillance du mercure sont mis en œuvre :  - un système de détection en continu du mercure installé en aval des systèmes de filtration avec seuil d'alarme paramétré à 0,025 mg/m<sup>3</sup>. L'appareil de mesure et de contrôle enregistre les résultats et déclenche une alarme visuelle en cas de dépassement du seuil de rejet autorisé. L'exploitant analyse ces résultats qu'il associe à une procédure de renouvellement des cartouches de filtration à charbon actif ;  - un détecteur portatif est utilisé afin de réaliser des mesures instantanées de contrôle ponctuel du taux de mercure après filtration. Ces mesures ponctuelles sont au minimum réalisées une fois par semaine.  [...]  Une fois par an, l'exploitant fait réaliser par un organisme tiers compétent les mesures à l'émission pour les composés listés ci-dessous selon les méthodes d'analyses mentionnées au titre 10 :</p> <p>Débit et vitesse Annuelle  O2 Annuelle  Poussières Annuelle  Hg Annuelle  Cd+Hg+TI et composés Annuelle  As+Se+Te Annuelle  Pb et composés Annuelle  Sb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V+Zn Annuelle</p> <p>Les résultats de l'ensemble des mesures de surveillance (mesures hebdomadaires par appareil portatif, mesures comparatives annuelles par un organisme tiers) ainsi que les opérations d'étalonnage et d'entretien doivent faire l'objet d'un enregistrement tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant enregistre et suit les différents résultats de son auto-surveillance.</p> <p>Celle-ci consiste en:  - l'enregistrement en continu du mercure après traitement. L'analyse des valeurs est réalisée une fois par semaine. Le suivi de ces mesures a été consulté. La VLE de référence est la valeur haute de l'intervalle prescrit par le BREF WT, à savoir 7 mg/Nm<sup>3</sup>. Les concentrations en mercure sont très largement inférieures à la VLE.  - le contrôle annuel par un organisme extérieur des rejets. L'inspection a consulté le rapport CERECO du 29/07/22 référencé B22/R5770/00048. L'ensemble des paramètres était conforme aux VLE.  - une fois par semaine, l'exploitant réalise une mesure de la concentration de mercure après traitement avec un analyseur portatif. L'enregistrement de ces mesures a été consulté. Aucun dépassement n'a été constaté.</p> <p><b>Point d'amélioration 1 :</b> Le niveau d'émission du BREF WT est compris entre 2 et 7 mg/Nm<sup>3</sup>. L'exploitant a rajouté dans son tableau de suivi le seuil bas de ce niveau d'émissions cible.</p> <p><b>Point d'amélioration 2 :</b> l'exploitant ne compare pas les résultats du contrôle annuel avec les résultats de son analyseur en continu. Une telle comparaison permettrait de vérifier la justesse de l'analyseur en continu.</p>

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2019, article 7
L'alarme visuelle a été testée lors de l'inspection. La question du renouvellement des cartouches de filtration à charbon est posée mensuellement lors du remplissage des différents tableaux de suivi. A l'issue de la visite, l'exploitant a fourni la procédure "MO113 surveillance Rejets Atmosphériques" indiquant la procédure à suivre pour le changement de filtre charbon et sur les seuils associés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Etalonnage appareils de mesure

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2019, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, auto-surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les appareils de mesure font l'objet d'un étalonnage annuel. Leur bon fonctionnement est vérifié au moins mensuellement selon des méthodes simples.</p> <p>Les résultats de l'ensemble des mesures de surveillance (mesures hebdomadaires par appareil portatif, mesures comparatives annuelles par un organisme tiers) ainsi que les opérations d'étalonnage et d'entretien doivent faire l'objet d'un enregistrement tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'analyseur en continu fait l'objet d'un étalonnage tous les deux ans. Cet étalonnage est réalisé en Allemagne et dure environ 3 semaines. Le suivi des rejets est réalisé via l'analyseur portatif pendant cette durée. Une fois par mois, l'exploitant vérifie le bon fonctionnement de l'analyseur en continu via une plaquette de référence.</p> <p>En l'état, la fréquence d'étalonnage n'est pas conforme à l'arrêté préfectoral. L'exploitant a fait confirmer auprès de son fournisseur la fréquence de 2 ans pour l'étalonnage. Celui-ci doit être réalisé en Allemagne car l'utilisation d'un générateur de vapeur de mercure est relativement contraignant et l'exploitant n'a pas les moyens de réaliser cet étalonnage dans ses locaux</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure, le jour de l'inspection, d'apporter des éléments sur la validité de la plaquette de référence d'étalonnage mercure, ni sur sa durée de vie.</p> <p>L'exploitant déposera une demande pour modifier la fréquence d'étalonnage de l'analyseur en continu. Cette demande précisera les mesures mises en place en interne pour s'assurer de la justesse et de la précision de la mesure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : produits admis sur site

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2019, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Seuls sont admis dans l'établissement les déchets repris en annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mai 2011 sus-mentionné, la codification reprenant celle de la liste unique des déchets mentionnée à l'article L. 541-7 du code de l'environnement.</p> <p>Les déchets peuvent provenir de l'ensemble du territoire national, y compris les DROM-COM, ainsi que de Belgique, du Luxembourg et des Pays-bas.</p> <p>Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances,</p>

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 26/06/2019, article 6

matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits. »

Les dispositions de l'annexe de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 mai 2011 sus-mentionné sont supprimées et remplacées par le tableau suivant : Déchets acceptés sur site :

Aérosols et extincteurs usagés

- gaz en récipients à pression (y compris les halons) contenant des substances dangereuses 16 05 04\* Tri/Tra/Reg

Cartouches et toners

- déchets d'encre contenant des substances dangereuses 08 03 12\* Tri/Tra/Reg
- déchets d'encre autres que ceux visés à la rubrique 08 03 12 : 08 03 13 Tri/Tra/Reg
- déchets de toner d'impression contenant des substances dangereuses 08 03 17\* Tri/Tra/Reg
- déchets de toner d'impression autres que ceux visés à la rubrique 08 03 17 : 08 03 18 Tri/Tra/Reg

DEEE

- équipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones, des HCFC ou des HFC 16 02 11\* Tra/Reg
- équipements mis au rebut contenant des composants dangereux (3) autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 12: 16 02 13\* Tra/Reg
- équipements mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 16 02 09 à 16 02 13 : 16 02 14 Tri/Tra/Reg
- composants dangereux retirés des équipements mis au rebut 16 02 15\* Tri/Tra/Reg
- composants retirés des équipements mis au rebut autres que ceux visés à la rubrique 16 02 15 : 16 02 16 Tri/Tra/Reg
- équipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones 20 01 23\* Tri/Tra/Reg
- équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21 et 20 01 23 (3) : 20 01 35\* Tri/Tra/Reg

Emballages souillés

- emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus 15 01 10\* Tri/Tra/Reg
- emballages métalliques contenant une matrice poreuse solide dangereuse (par exemple amiante), y compris des conteneurs à pression vides 15 01 11\* Tri/Tra/Reg
- absorbants, matériaux filtrants (y compris les filtres à huile non spécifiés ailleurs), chiffons d'essuyage et vêtements de protection contaminés par des substances dangereuses 15 02 02\* Tri/Tra/Reg
- absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection autres que ceux visés à la rubrique 15 02 02 : 15 02 03 Tri/Tra/Reg

Tubes et lampes contenant du mercure

- tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure 20 01 21\* Traitement

Piles et accumulateurs

- accumulateurs au plomb 16 06 01\* Tri/Tra/Reg
- accumulateurs Ni-Cd 16 06 02\* Tri/Tra/Reg
- piles contenant du mercure 16 06 03\* Tri/Tra/Reg
- piles alcalines (sauf rubrique 16 06 03) 16 06 04 Tri/Tra/Reg
- autres piles et accumulateurs 16 06 05 Tri/Tra/Reg
- piles et accumulateurs visés aux rubriques 16 06 01, 16 06 02 ou 16 06 03 et piles et accumulateurs non triés contenant ces piles 20 01 33\* Tri/Tra/Reg
- piles et accumulateurs autres que ceux visés à la rubrique 20 01 33 : 20 01 34 Tri/Tra/Reg

NB : Sans préjudice des dispositions du code de la santé publique, le transit de détecteurs de fumée à chambre d'ionisation peut être réalisé. L'exploitant conserve sur site les récépissés et/ou autorisations afférentes. Un radiamètre portable est présent sur site pour pouvoir vérifier l'absence de contamination radioactive

**Constats :** La vérification des déchets admis sur le site l'a été via le site track déchet.

Les déchets suivants ont été admis sur site :

080312, 080317, 080318, 150110, 150202, 160209 (PAC), 160211, 160215, 160216, 160504, 160601, 160602, 160605, 200121, 200123, 200133, 200135, 200136 (PAC) et 160107 (filtre à huile).

Pour ce dernier, le code déchet n'est pas dans la liste autorisée ou demandée dans le PAC 2020 en

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2019, article 6
cours d'instruction. Cette typologie de déchets est toutefois admise sous un autre code (150202). Après recherche par l'exploitant, cette erreur provient d'une mauvaise utilisation de trackdéchets par le client. Celui-ci a créé le BSD sur Trackdéchets directement avec le code déchet (16 01 07), alors que le CAP créé pour 2022 montre bien le code déchet 15 02 02 *.
<b>Observations :</b> L'onglet statistique de track déchet n'est pas exhaustif sur les déchets admis sur site.  L'exploitant s'attachera à vérifier la concordance des codes déchets enregistrés sous trackdéchets et le CAP correspondant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : exonération de traçabilité

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2019, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, traçabilité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.  Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la date de réception du déchet ;</li> <li>• la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature mentionnée à l'article R. 541-7 du code de l'environnement) ;</li> <li>• la quantité du déchet entrant ;</li> <li>• le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;</li> <li>• le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;</li> <li>• le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement 1013/2006 sur les transferts transfrontaliers de déchets ;</li> <li>• le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive 2008/98 CE sur les déchets.</li> </ul> <p>L'exploitant tient à jour à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.  Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la date de l'expédition du déchet ;</li> <li>• la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature mentionnée à l'article R. 541-7 du code de l'environnement) ;</li> <li>• la quantité du déchet sortant ;</li> <li>• le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;</li> <li>• le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;</li> <li>• le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement 1013/2006 sur les transferts transfrontaliers de déchets ;</li> <li>• le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98 CE sur les déchets ;</li> <li>• la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement</li> </ul> <p>L'établissement est exonéré des obligations de traçabilité au sein des registres mentionnés ci-dessus entre les déchets entrants et les déchets sortants, pour les flux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• DEEE démantelés sur site ;</li> <li>• piles ;</li> </ul>

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2019, article 5
<ul style="list-style-type: none"> <li>• emballages souillés ;</li> <li>• cartouches.</li> </ul> <p>Pour ces mêmes flux, l'exploitant est dispensé de joindre l'annexe 2 du formulaire CERFA n° 12571. Les batteries, bombes aérosols, et tous les flux subissant un simple transit ou un regroupement ne sont pas concernés par l'exonération et la dispense ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b> Le suivi et la traçabilité des déchets se fait via l'outil track-déchet.</p> <p>Celui-ci permet de voir l'état de traitement d'un lot. Les transporteurs et les producteurs de déchets doivent être enregistrés dans la base de données pour remplir le BSD, au moment de son enlèvement et de son transport.</p> <p>Concernant la rupture de traçabilité, celle-ci est réalisée dans l'outil via une case à cocher. Selon l'Eco-organisme pour lequel travail l'exploitant cette traçabilité est réalisée directement via l'outil ou via un bordereau de site à site pour tracer l'opération de regroupement et perte de traçabilité.</p> <p>Différents cas ont été consultés par l'inspection pour vérifier le bon remplissage de l'outil. Le cas d'un refus de déchet a également été analysé.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué que, pour certains producteurs de déchet de type grande surface, la mise en œuvre du logiciel track-déchet n'était pas encore fluide.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : VLE du broyeur des tubes fluoescents

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 26/06/2019, article 8, arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, flux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :</p> <p>Conduit N° 1</p> <p>Hg 0,0375 g/h - 0,26 g/j - 57,75 g/an</p> <p>Poussières 60 g/h - 420 g/j - 92 400 g/an</p> <p>Arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED</p> <p>III. Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement mécanique de déchets</p> <p>Traitement des DEEE contenant du mercure 5 µg/Nm<sup>3</sup></p>
<p><b>Constats :</b> Les concentrations relevées sont conformes aux VLE.</p> <p>L'exploitant a pris en compte la VLE des MTD.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Emissions diffuses et envols de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, diffus
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).
<b>Constats :</b> Les poussières de mercure sont stockées dans des big-bag fermés.  L'installation de broyage des tubes est capotée et sous aspiration. Une hotte d'aspiration est présente au niveau des tubes néons cassés et vidanges des bacs. Les caractéristiques de l'installation de traitement sont les suivantes : débit de filtration 59 000 m <sup>3</sup> /h, temps de contact : 4,81 s, traitement des effluents : dépoussiéreur (6 cartouches pour une surface totale de 141 m <sup>2</sup> ) et filtre charbon actifs (8 m <sup>3</sup> ).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Auto surveillance des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 9.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, diffus
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Des mesures quotidiennes sont entreprises au moyen d'un appareil portable, ces mesures sont associées à une procédure de renouvellement des cartouches de filtration à charbon actif. La validité de ces mesures doit faire l'objet d'un étalonnage initial par comparaison avec les méthodes de référence, puis annuellement. Une méthode simple doit permettre de s'assurer mensuellement de son fonctionnement de cet appareil. Les résultats des mesures ainsi que les opérations d'étalonnage et d'entretien doivent faire l'objet d'un enregistrement tenu à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant mesure la concentration de mercure en 8 points de l'atelier selon la procédure MO114 mise à jour le 09/12/21.  L'exploitant a indiqué lors de la visite, que les concentrations air ambiant augmentaient lorsque les portes étaient fermées. Ces éléments oraux confirment la présence d'émissions diffuses de mercure qui doivent être quantifiées plus finement afin d'étudier un impact potentiel à l'extérieur du site.  Pour ce faire, l'exploitant a mandaté l'APAVE pour réaliser une analyse en 2 points (porte piéton à proximité installation de broyage, et porte entrée du bâtiment) rapport APAVE 29/08/22 réf 22394040-1. Les mesurages d'ambiance ont été réalisés pour caractériser la qualité de la ventilation ou répondre à des exigences réglementaires liées à cette thématique.  Les conclusions de ce rapport stipule "Compte tenu du statut de VLEP (RI) et du caractère CMR de la substance étudiée (R1B) un contrôle technique de l'exposition des salariés est à prévoir en accord avec vos obligations réglementaires" L'exploitant informera l'inspection du plan d'action mis en œuvre suite à ces mesures.  L'analyseur portable a été étalonné le 16/05/22 par Envirosciences. L'étiquette d'enregistrement de la date était quasiment illisible. Le certificat d'étalonnage a été consulté par l'inspection.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 9.2.1.1
<b>Observations :</b> 1 .La question du contrôle mensuel du fonctionnement de l'appareil portatif n'a pas été abordée lors de l'inspection. L'exploitant apportera néanmoins des informations sur la méthode mise en place sur son site.  2. La valeur prise en compte par l'exploitant au niveau du détecteur portatif est le dernier chiffre indiqué lors de l'extraction de la carte SD. L'exploitant confirmera que seule cette valeur est à prendre en compte et non une moyenne des trois derniers chiffres. Un extrait de la notice pourra être transmis à l'inspection en ce sens.  3.L'exploitant informera l'inspection du plan d'action mis en œuvre suite aux mesures airs ambiant réalisée par l'APAVE
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : contrôle des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/05/2011, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.  L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.  Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> les rapports de vérifications périodiques suivants ont été consultés : - Exutoire : SIA C20180024b IN225807. le plan d'action pour lever les remarques a été consultés. - Extincteur : Euro feu services 103328496-1 du 06/05/22 - alarme incendie : Eclair sécurité du 11 oct 2021 (32 détecteurs - 100 % conforme)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet